



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053

HARIS JUIN 2024

Numéro 013

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

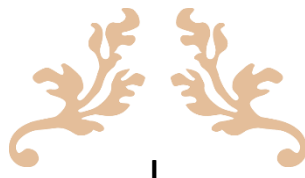
Université Alassane OUATTARA

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°013 Juin 2024

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>

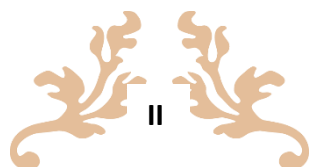


TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou

Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire

d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / contact1@revueharis.org



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

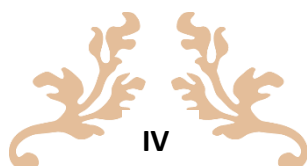
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

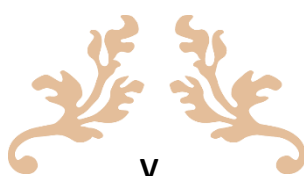
-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAObI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

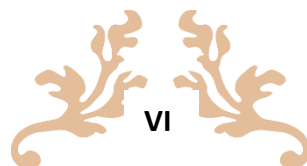
-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Dr. Mamady BAMBA

La culture de la banane et la politique phytosanitaire dans les exploitations agricoles de la Guinée Française (1890-1958).....8-17

DIANDA Inoussa & OUEDRAOGO Boukaré

La mise en œuvre au Burkina Faso de la Coopération UE-Burkina Faso dans le domaine des Transports.....18-28

SOME Youortol Jules Omer

Approche analytique de l'application de la Convention de l'UNESCO de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans l'enseignement au Burkina Faso.....29-45

Ignace KOFFI

Examens des crises politico-militaires en Côte d'Ivoire de 1993 à 2011.46-52

N'TA Anoh Georges & COULIBALY Pediomatehi Ali

Phénoménologie des coups d'Etats au Moyen-Age à travers les exemples Abbasside et Carolingien.....53-67

Nahoua Karim SILUE & Konan Olivier KOUAME

L'Impact des bases militaires étrangères sur la République de Djibouti (1977-2017).....68-79

ARNAUD NOEL VOULA EMVOUTOU

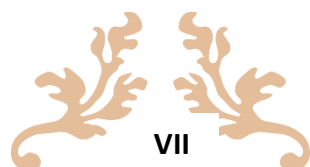
Géopolitique des LGBT en Afrique noire : Philosophème d'une résistance sur fond de choc des civilisations et de biomimétisme sexuel.....80-100

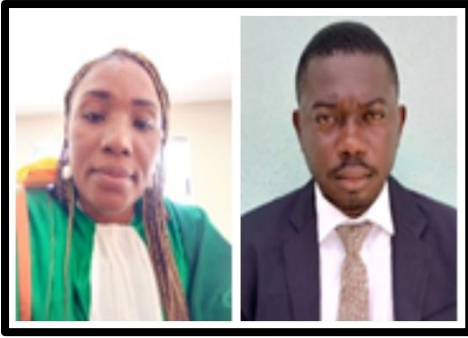
Ladislav NZE BEKALE

La Charte Africaine des Valeurs et Principes de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale : Perspectives de localisation d'une société pacifique101-117

OUAMELE N'Da Adjoua Marcelline & OUATTARA Kacoumani Mesmer

Contexte et enjeux de l'internationalisation du conflit armé de la République Démocratique du Congo de 1996 À 2003.....118-131





CONTEXTE ET ENJEUX DE L'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT ARMÉ DE LA REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO DE 1996 À 2003

OUAMELE N'Da Adjoua Marcelline

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

ouamelenda@gamil.com

OUATTARA Kacoumani Mesmer

kacoumaniouattara@gamil.com

Résumé

La guerre déclenchée en République Démocratique du Congo (RDC) en 1996 et qui s'est internationalisée très rapidement, au-delà des raisons sécuritaires, avait un véritable relent économique. Pour accéder au pouvoir d'État, Laurent Désiré Kabila avait signé des accords avec les États-Unis, le Rwanda et l'Ouganda afin de bénéficier de leur soutien militaire et logistique. Ces accords autorisaient aussi les multinationales américaines notamment la Barrick Gold Corporation et l'American Mineral Fields Incorporated (AMFI), d'exploiter les minerais en toute violation du code minier congolais. Mais, contre toute attente, juste deux ans après, c'est-à-dire, en 1998, le Président Laurent Kabila fit volte-face, en remettant en cause lesdits accords. Ce revirement fut l'élément détonateur de la seconde guerre qui a ébranlé tout le système administratif et économique de la RDC. Même avec la signature des accords de paix en 2003 qui aboutit au retrait de leurs forces armées du territoire congolais, le Rwanda et l'Ouganda, alliés d'hier de Laurent Désiré Kabila continuaient de faire la guerre par procuration à la RDC; les enjeux géostratégiques et économiques étant énormes. La République Démocratique du Congo serait-elle victime de ses immenses ressources naturelles ? Telle est la question à laquelle le présent article répond. Cette réflexion se propose de circonscrire et d'expliquer les enjeux de l'internationalisation des crises qui agitent la RDC. Il ressort que l'exploitation des ressources naturelles constitue le moteur des conflits armés en RDC. Toutes les implications et les soutiens aux belligérants sont intéressés.

Mots clés : enjeux, alliés, implication, économie, pillage, guerre, RDC.

Abstract

The war that broken out in the Democratic Republic of Congo (DRC) in 1996, and which rapidly became international, had not only some security reasons but also a real economic hint. To come to power, Laurent Désiré Kabila signed agreements with the United States, Rwanda and Uganda to benefit from their military and logistical support. These agreements also authorised American multinationals, especially Barrick Gold Corporation and American Mineral Fields Incorporated (AMFI), to exploit minerals in violation of the Congolese mining code. But, against all expectation, just two years later, that is, in 1998, President Laurent Kabila did an about-face, calling the agreements into question. This about-turn was the trigger for the second war, which shook the entire administrative and economic system of DRC. Even with the signing of the peace agreements in 2003, which led to the withdrawal of their armed forces from Congolese territory, Rwanda and Uganda, Laurent Désiré Kabila's erstwhile allies, continued to wage war in DRC by proxy; the geostrategic and economic stakes being enormous. Is the Democratic Republic of Congo victim of its immense natural resources? That is the question to which this article answers. This reflection intends to define and explain the stakes of the internationalisation of the crises affecting DRC. It appears that the exploitation of natural resources is the driving force behind armed conflicts in DRC. All those involved and supporting the belligerents are concerned.

Keywords: Stakes, allies, involvement, economy, looting, war, DRC.

Introduction

Depuis 1996, il ne se passait plus de jour sans que la presse nationale et internationale, ne fassent échos de la guerre en République Démocratique du Congo. Les violences d'une rare intensité causant des pertes en vies humaines et des dégâts matériels ont rendu utopique tout projet de développement socio-économique dans le pays. Or, de par l'étendue de son espace géographique et ses immenses ressources naturelles, la RDC était perçue comme un pays de toutes les promesses ; un géant économique du continent africain.

Les intérêts géostratégiques et économiques énormes, aiguissent sans cesse la convoitise régionale et l'appétit des prédateurs occidentaux qui n'hésitent pas à susciter des conflits armés en RDC afin de profiter du désordre pour exploiter et piller son sous-sol. La République Démocratique du Congo serait-elle victime de ses immenses ressources naturelles ?

Telle est la question centrale de la présente réflexion. De cette interrogation centrale, découlent des questions subsidiaires. Quelles sont les étapes historiques des crises armées qui agitent la RDC ? Comment expliquer ces conflits armés et leur internationalisation ? Qui en sont les acteurs ?

L'année 1996 marque le début de la guerre dite "guerre de libération". Si les armes ont fait silence en 1997, après la chute du Marechal Mobutu et la prise du pouvoir par Laurent Désiré Kabila, en août 1998, elles ont repris leur symphonie. Entre 2002 et 2003, plusieurs accords de paix ont été signés pour stabiliser la RDC. Mais ces accords sont restés sans effets ; le Rwanda et l'Ouganda qui s'étaient officiellement retirés du territoire congolais en 2003, continuèrent d'y livrer une guerre par procuration.

Cet article s'appuie sur les sources imprimées, les travaux scientifiques et des ouvrages. Il met en relief, le contexte lointain et immédiat des crises armées en RDC. Il se propose de circonscrire et d'expliquer les enjeux de l'internalisation des crises qui agitent la RDC.

Pour y parvenir, la présente analyse s'articule autour des axes suivants: Le premier axe : Regard rétrospectif sur la politique extérieure et la gouvernance de Mobutu. Le second axe : La première crise congolaise et son internalisation de 1996 à 1998. Le troisième et dernier axe : Du revirement du Président Laurent Désiré Kabila à la seconde guerre de la RDC de 1998 à 2003.

1-Regard rétrospectif sur la politique extérieure de Mobutu avant 1996

Ce premier pan de notre analyse jette un regard sur la politique extérieure du Maréchal Mobutu. Il aborde notamment, ses rapports avec ses voisins des grands lacs et ceux de l'Afrique Australe. Ceci se veut nécessaire pour mieux comprendre les déterminants du soutien international dont l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) a bénéficié dans sa lutte armée contre le régime Mobutu entre 1996 et 1997.

1-1.Les relations entre Mobutu et ses voisins

Après avoir donné des assises solides à son pouvoir au plan national, il restait au Président Mobutu de faire assoir son hégémonie dans la région des Grands Lacs. Dans cette logique, depuis les années 1970 et 1980, il soutenait tous les groupes armés qui se dressaient contre ses pairs de la sous-région. Cela répondait à son désir de les affaiblir au plan politique et militaire. Ainsi, sous son parrainage, le Zaïre servait de base arrière et de repli à toutes les rebellions armées qui déstabilisèrent leurs pays d'origines.

Ce qui est une violation des principes qu'impose le droit international aux États « Le devoir général de vigilance ». Lequel devoir Max Hubert définit dans sa sentence du 4 avril 1928 comme suit : « Le droit exclusif reconnu à l'État au titre de la souveraineté territoriale a pour corolaire son devoir : l'obligation de protéger à l'intérieur du territoire, les droits des autres États en particulier leur droit à l'intégrité et l'inviolabilité en temps de paix et en temps de guerre » (G.I.Kimonyo, 2003, p. 258).

Dans ses rapports avec ses voisins, le Marechal Mobutu a toujours fait fi des normes internationales faisant interdiction à tout État de laisser utiliser son territoire aux fins d'acte contraire aux droits des États¹. Accusé par ses homologues de la sous-région de culpabilité de leur déstabilisation, il laissait les groupes étrangers armés subsister sur le territoire zaïrois d'où, ils lancèrent des incursions meurtrières dans leurs pays d'origine. Les exemples de son ingérence dans les affaires internes de ses voisins et de son soutien à leurs oppositions armées sont légions. Mais, notre propos se focalisera sur les cas ougandais, rwandais, burundais et angolais.

Le renversement du Président Jean Baptiste Bagaza du Burundi en 1987 est un exemple éloquent de l'ingérence du Maréchal Joseph Mobutu dans les affaires internes de ses voisins. En effet, le Président Jean Baptiste Bagaza a indisposé son voisin en invitant le Colonel Mohamad Kadhafi. Ce dernier, dans un discours improvisé à Bujumbura sur les ondes de la radio, a exhorté le peuple zaïrois à se lever contre Mobutu.

Pour donner la réplique au Président burundais ; hôte du guide libyen, le Maréchal Mobutu apporta dans un premier temps son soutien à la rébellion du Conseil National pour la Défense de la Démocratie (FDD) puis, facilita le renversement du Président Bagaza. Alors qu'il participait au sommet de la francophonie au Québec (C. Braeckman, 1996, p.146)

En ce qui concerne l'Ouganda, ce pays a également subi les ingérences du Marechal Mobutu. Le régime de Yoweri Museveni était attaqué de toute part par les groupes d'opposition armés soutenus par le Zaïre. Ces bandes armées, en l'occurrence les Forces de l'Alliance Démocratique (ADF) circulèrent librement dans les provinces du Kivu. À ce mouvement, se sont ajoutés l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) et la West Nile Bank Front (WNBFF).

Toutes ces rebellions bénéficièrent de la couverture des autorités zaïroises et soudanaises (S.A Scott, 2008, p.96). Depuis les provinces du Kivu, ils lancèrent des attaques sur l'Ouganda. Les Président Mobutu et Museveni s'accusèrent mutuellement.

Le second cité dénonçait l'appui de son voisin au LRA et au WNBFF. De son côté, le Marechal Mobutu accusait le Président Museveni d'être le soutien et le commanditaire du groupe rebelle, le Parti de la Libération du Congo (PLC) qui déstabilise son pays². Par ailleurs, il dénonçait l'appui de l'Ouganda au Front Patriotique Rwandais (FPR) composé des Tutsis rwandais exilés dans ce pays et qui menèrent des incursions contre le pouvoir du Général Juvénal Habiryamana.

¹ Recueil de 1949 de la CIJ sur l'affaire du détroit de Corfou opposant la Grande-Bretagne à l'Albanie.

² Ce mouvement politico-militaire était dirigé par André Kiassé Ngandu, un ancien proche de Patrice Lumumba exilé en Ouganda.

Lors de l'offensive du FPR, pour venir en aide au Général Juvénal Habiryamana, il a procédé à une expédition commando sous la houlette du Général Donatien Lieko Mahele pour repousser les insurgés (C. Braeckman, 1996 p.146). Après le génocide rwandais de 1994, le Marechal Mobutu n'a jamais cessé son soutien aux hutu.

Dans son rapport, Amnesty international (1995, pp 15-16) le mentionne comme suit: « Les armes destinées aux groupes armés hutu provenaient du Zaïre. Des vols de nuit ont lieu à Goma pour fournir aux groupes armés hutus en armes provenant de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Chine, d'Égypte avec aussi l'appui de l'UNITA angolaise ». Pour ce qui est de l'Angola, la politique extérieure de Mobutu est similaire à celle qu'il déployait dans les pays susdits. En effet, Jonas Savimbi qui déstabilisait l'Angola depuis 1975, avait les faveurs du Président congolais³.

Ce soutien s'inscrit dans le cadre de la guerre froide qui battait son plein. Dans ce contexte, le Zaïre servait de base arrière au Front National de la Libération de l'Angola (FNLA) de Holden Roberto et à l' Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi pion des USA et de l'Afrique du Sud contre le Mouvement Pour la Libération de l'Angola (MPLA) de Agostino Neto soutenu par l'Union soviétique et Cuba.(C. Braeckman, 1996, p. 132).

1-2.La réplique aux manœuvres d'ingérence de Mobutu

Pour endiguer l'ingérence de Mobutu dans leurs affaires internes,

dans le courant 1995-1996, le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda se sont unis pour attaquer simultanément les groupes rebelles qui les déstabilisent depuis le Zaïre. Au-delà de cette volonté de neutraliser les forces centrifuges, l'autre objectif de ce projet était de pousser les combats dans la mesure du possible jusqu'à Kinshasa pour évincer le Marechal Mobutu et de mettre en place un homme qui leur est favorable et capable de rétablir la sécurité des frontières. En effet, en soutenant le régime d'Oumar El Béchir qui était déjà en conflit avec l'Éthiopie et l'Érythrée, le Marechal Mobutu s'est mis aussi à dos les gouvernements de ces deux pays.

Son rapprochement à Oumar El Béchir avait également choqué les États-Unis qui, eux apportèrent leur soutien à la rébellion de John Garang au Sud Soudan⁴. Pour l'affaiblir sur le plan militaire, ils ont livré à la coalition des trois pays, des fusils d'assaut et une aide financière à hauteur de 100 millions de dollars⁵. Dans la même veine, en réponse de son soutien à l'Unité Nationale pour l'Indépendance Totale de Angola (UNITA) et au Front National pour la Libération de l'Angola (FNLA), les gouvernements d'Agostino Neto, puis d'Edouardo Dos Santos ont accueilli les gendarmes katangais et le Front National de la Libération du Congo (FNLC).

Autrement dit, en réplique de la fourniture de gîte et couvert du Marechal Mobutu à l'UNITA et au FNLA dans la mine de Kolwezi, l'Angola a cautionné l'implantation des ex-gendarmes katangais devenus les tigres dans la région de Cabinda à la

³ L'UNITA de Jonas Savimbi avait sa base de repli dans la province du Bas-Congo précisément à Gbadolite. Cette rébellion, sur plus de 26 ans a perpétué la guerre en Angola grâce au soutien de Mobutu.

⁴ Dans la guerre qui opposait le régime Oumar El Béchir, à la rébellion de John

Garang au Soudan, les États-Unis apportaient leur appui militaire et financier à la rébellion.

⁵ Rapport des Services Secrets de l'armée belge, 1999, « Kabila prend le pouvoir » cité in *les éditions GRIP-Complexe* pp. 27-29.

frontière avec la RDC. Telle est l'ambiance des rapports entre le Maréchal Mobutu et ses homologues voisins.

2- La première crise congolaise et son internalisation de 1996 à 1998

Plongée dans la spirale de violence comme le Nigéria, le Libéria et la Sierra Leone hier, la RDC est devenue le théâtre d'une guerre civile qui s'est internationalisée.

2-1. Les causes de la première crise armée en RDC

Les causes de la guerre dite "guerre de libération" du Congo sont à la fois d'ordre socio-politique et économique. En effet, en lieu et place des mesures de transparence promises aux Congolais dès sa prise du pouvoir en 1965, Mobutu mit en place un système de gestion profitable qu'à lui, à son entourage et à ses soutiens extérieurs. Ce système a favorisé toutes les possibilités d'exploitation illicite des minerais de l'ex-Zaïre. Cette gouvernance a eu pour corollaire d'endetter le pays (C. Braeckman, 1992, la quatrième de couverture). Elle a finalement logé la RDC dans la famille des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) (D. Millet, 2014, p. 1).

Pour mettre en évidence la gestion exclusive des ressources naturelles et la gabegie qui caractérisent le pouvoir de Mobutu, J. M. Sindayigaya, (1998, p.31) écrit : « Quand le Président Jacques Chirac va en Chine ou au Japon, c'est avant tout pour promouvoir les entreprises françaises. Lorsque Mobutu prenait l'avion vers la Suisse, c'était pour placer de l'argent voler au Zaïrois, acheter des châteaux et villas, se reposer et retourner voler ».

Le despotisme, le népotisme et la gestion exclusive des richesses du pays qui constituent le levier du régime Mobutu ne pouvaient que susciter la contestation armée et populaire⁶. L'Église catholique n'est pas restée en marge cette contestation. Sous l'impulsion du Cardinal Joseph Malula, elle a été déterminante dans la contestation du régime Mobutu (J. M. Abelungu, 2017 p.288).

Par ailleurs, le vent de la démocratisation qui a soufflé depuis la chute du mur de Berlin a aussi fortement secoué le pouvoir du Maréchal Mobutu⁷. Les conflits identitaires et fonciers qui minent les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu depuis l'ère coloniale sont une cause indéniable de l'explosion de la première guerre congolaise. Dans le courant 1994 -1996, ces conflits se sont aggravés faisant des milliers de morts. En ce qui concerne les causes immédiates, le génocide rwandais de 1994 et le déni de la nationalité zaïroise aux Tutsi Banyamulenge sont le détonateur de la guerre dite "guerre de libération".

Pour indiquer comment le génocide rwandais a constitué une contagion de la RDC, B Badie (1999, p.137) écrit : « Le génocide rwandais est devenu naturellement une crise zaïroise par effet incompressible de dynamiques identitaires transnationales ». C'est donc afin de mettre en exécution leur projet d'invasion de la RDC que le Rwanda et l'Ouganda se sont dissimulés derrière les protestations des Tutsis Banyamulenge privés de la nationalité zaïroise pour déclencher la guerre contre leur voisin en 1996.

⁶ C'est dans le courant 1977 et 1978 que se sont déroulées les guerres de Shaba I et II contre le Maréchal Mobutu dans les provinces du Kasai et Kivu.

⁷Après de la guerre froide, Mobutu a perdu son importance de garant de la défense et de la propagande du capitalisme en Afrique centrale.

2.1.1 Les enjeux sécuritaires et géostratégiques

Le génocide rwandais de 1994 a servi de prétexte sécuritaire au Rwanda et à l'Ouganda pour envahir l'Est de la RDC (E. Ngodi 1997, p.7). Le Rwanda souhaitait vivement le démantèlement des infrastructures politico-militaires des Hutu power implantés dans les camps de réfugiés à l'Est de la RDC. Pour les autorités rwandaises, burundaises et Ougandaises la guerre contre Mobutu était une occasion qu'il ne fallait pas manquer.

Il fallait impérativement contribuer à la chute de leur ennemi commun. C'était pour elles, le moment de mettre en déroute tous les groupes armés qui font des incursions depuis le Zaïre sur leurs différents territoires et les déstabilisent. Il s'agit des ex-FAR et des Interahamwe, pour le Rwanda, du LRA, la West Nile Bank Front (WNBF), ADF/NALU pour l'Ouganda et du FDD pour le Burundi. Pour ces trois pays, l'éviction de Mobutu était synonyme de l'éradication des facteurs de leur déstabilisation. Dans cette logique, dès 1995, Paul Kagamé prévenait déjà de son intention d'attaquer la RDC.

Ce projet se perçoit à travers sa déclaration : « S'il y a une autre guerre à livrer, nous allons combattre d'une façon différente et en lieu différent. Nous y sommes préparés. Nous sommes prêts à livrer n'importe quelle guerre. Et nous allons la continuer le long de la frontière avec le Zaïre » (J.C. William, 1997, p.80). L'immixtion de l'Angola dans le conflit aux côtés de l'AFDL répondait aux mêmes objectifs : attaquer la base arrière de l'UNITA et accélérer la chute de son principal soutien ; le Marechal Mobutu.

Sa présence aux côtés de la rébellion était un règlement de compte du soutien de Mobutu au mouvement

de Roberto Holden lors de sa guerre civile en 1975. Autrement dit, l'immixtion angolaise dans les conflits congolais s'inscrit dans le cadre du rééquilibrage géopolitique et stratégique dans les régions des grands lacs et de l'Afrique australe. En effet, le soutien de Mobutu à l'UNITA a longtemps empêché de mettre fin à la guerre civile en Angola. C'est donc ce qui explique la doctrine de « L'ami de mon ennemi est mon ennemi » qu'elle a adopté en rejoignant l'AFDL dans sa lutte armée (A. Scott, 2008, p.105).

L'Angola était attachée à garantir sa stabilité et surtout dans l'enclave de Cabinda sous contrôle des groupes armés. À cet effet, elle justifiait son engagement dans le conflit congolais par sa volonté de mettre en place une stratégie d'extension de son pouvoir régionale afin de nettoyer ses frontières et d'empêcher les États voisins de donner refuge aux combattants de l'UNITA (Amnesty International, 1997, p.40).

Investies de cette mission de neutraliser l'UNITA, les troupes angolaises ont envahi la province de Bas-Congo tandis que la coalition AFDL/APR progressait du Kivu vers le centre et au Nord à la chasse des ex-FAR/Interahamwe. Concomitamment, les armées des quatre pays susmentionnés ont attaqué les bases de la West Nile Bank Front (WNBF). Délogés, les combattants de cette rébellion s'enfuient vers le Sud-Soudan.

Il restait à presser l'UNITA de Jonas Savimbi, les ex-FAR, les Interahamwe Rwandais, la LRA et les ADF8. Dans cette perspective, des soldats et officiers angolais furent envoyés en renfort auprès de Laurent-Désiré Kabila (B. Badie, 1999, p.139). L'engagement et le soutien apporté à l'AFDL ont des enjeux économiques.

⁸ Les forces armées angolaises sont parvenues à mater l'UNITA en lui faisant enregistrer de lourdes pertes en vie humaines dans ses rangs

2.1.2. Les raisons économiques

Si l'implication de l'Angola se borne essentiellement à l'impératif sécuritaire et géostratégique, quant à celle de l'Ouganda et Rwanda, derrière les arguments sécuritaires qu'ils mettaient en avant de leur appui à l'AFDL, se déguisait l'avidité des ressources naturelles de la RDC. En effet, l'implication de ces deux pays n'était pas une simple solidarité aux Tutsi banyamulenge ni à Laurent Désiré Kabila. La présence et les manœuvres militaires des Hutu-Power aux frontières de la RDC qu'ils brandissaient visent à voiler leurs ambitions économiques.

Bien avant l'éclatement de la guerre de libération, depuis longtemps, le potentiel naturel de la RDC faisait rêver tous ses voisins. Les Rwandais et les Ougandais aspirèrent bâtir leur développement socio-économique sur le pillage des ressources naturelles de la RDC. Le Président ougandais, Yoweri Museveni rêvait aussi d'une route de liaison entre Kampala et Kisangani ; la ville stratégique congolaise.

Dans son rapport, le groupe des experts de l'Organisation des Nations Unies (ONU) confirme le pillage des ressources naturelles de la RDC par le Rwanda et l'Ouganda depuis 1996 en ces termes : « Il se trouve que la fièvre du coltan a coïncidé avec la période d'occupation du Kivu par les militaires rwandais et ougandais, période durant laquelle toutes les ressources naturelles, bois, or, coltan, diamant, manganèse ont fait l'objet de pillage systématique » (Marchés Tropicaux, 1998, p.1).

L'Angola, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, ces pays de l'Afrique australe ne sont pas en reste.

Quant à l'Afrique du Sud, elle entendait empêcher d'importants dividendes du projet du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), un projet essentiellement porté sur l'exploitation minière. Cet aspect économique constitue l'une des principales raisons qui ont encouragé le Président Nelson Mandela à se poser en médiateur entre les belligérants congolais.

Afin que les entreprises minières Sud-africaines conservent leurs avantages en RDC, il œuvrait en faveur d'un accord de sortie de crise entre le Marechal Mobutu et Laurent-Désiré Kabila. Mais, suite à l'échec de la médiation du Président Mandela, Jean Raymond Boulle, chef de file des hommes d'affaires américains est parvenu à détrôner l'entreprise sud-africaine De Beers perd son monopole sur le diamant de la RDC⁹.

Dans cet affrontement à la fois militaire et politico-économique, Nelson Mandela devait chercher à préserver vaille que vaille les intérêts des firmes Sud-africaines. Pour reconquérir le terrain perdu par la multinationale comme De Beers et les autres groupes Sud-africains en RDC, il s'est donc vu forcer la main d'apporter son soutien à Kabila. C'est dans cette optique que les Généraux NZimbi et Baramoto et l'Amiral Mavua Mudima qui s'étaient exilés en Afrique du Sud furent mis aux arrêts en décembre 1997, à Johannesburg¹⁰.

⁹ Jean Raymond BOULLE est aussi impliqué dans le pillage des ressources du sous-sol en Sierra-Leone, en Zambie et au Brésil.

¹⁰ Dans sa lutte armée contre le MPLA, Jonas Savimbi a toujours bénéficié du soutien de l'Afrique du Sud. Aussi, le Zaïre du Marechal Mobutu lui faisait office de base arrière. C'est

depuis ce temps qu'il a tissé des liens poussés avec les officiers supérieurs de l'armée de Mobutu. Du fait de ces relations historiques, craignant leur réplique, ces ex-officiers supérieurs de l'armée de Mobutu furent mis aux arrêts en Afrique du Sud à la demande de Laurent Désiré Kabila.

Ces enjeux économiques qui motivent autant l'engagement des autres pays des Grands Lacs ceux de l'Afrique Australe en RDC se sont avérés dans le déroulement des hostilités. En effet, après avoir dispersé les camps des réfugiés qui abritèrent les Interahamwe et les ex-FAR, les combats se sont violemment poursuivis dans toutes les zones minières du Nord-Kivu et Sud-Kivu.

La stratégie des parrains et alliés de l'AFDL répond au besoin de contrôler les ressources naturelles de la RDC. Aussi attirée par la prédation des ressources naturelles de la RDC, le Zimbabwe servait de pays de transit de l'aide à la rébellion contre le Marechal Mobutu.

Les États-Unis, soutien de l'AFDL par l'entremise de l'Ouganda et le Rwanda étaient dans la même stratégie économique. Leur soutien à Laurent-Désiré Kabila a démontré que dans les États africains pourvoyeurs des ressources naturelles, les dirigeants se recrutent du moins, sont imposés non pas en fonction de leur passé mais en fonction des intérêts que le système dirigeant des pays occidentaux entend défendre.

En effet, les États-Unis, en appuyant la rébellion de Laurent-Désiré Kabila ont fait fi qu'en 1975, ce dernier avait fait enlever trois Américains (Washington post, 1997, pp.2-6). Ces otages furent libérés contre paiement de la rançon exigée¹¹. Ce fait confirme de prime à bord que c'est l'avidité des ressources naturelles qui a motivé le soutien des États-Unis

à la rébellion de Laurent Désiré Kabila en RDC.

Il s'agissait pour eux, de consolider la position de leurs multinationales minières et de leur faire la part belle. Dans son rapport Global Witness (2008, pp.36-39) établit clairement le lien entre les enjeux économiques et la guerre en RDC en ces mots : « Le pillage des ressources reste le moteur du conflit dans l'est de la RDC » Dans la même veine, R .Pourtier (2011, p.255) écrit : « L'histoire de la République Démocratique du Congo n'est que la longue suite de la déprédation dont ses richesses naturelles et son capital humain ont fait l'objet quel que soit le régime politique en place ».

2.2. Les différents protagonistes dans le conflit congolais

Si en 1995, les affrontements mettaient aux prises les Forces Armées du Zaïre (FAZ) et les rebelles Banyamulenge, dès octobre 1996, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) a fait son apparition sur la scène congolaise. Ce mouvement armé est composé de quatre partis politiques ; longtemps hostiles au Marechal Mobutu. Il s'agit de l'Alliance Démocratique des Peuples (ADP) de Déogratias Bugera, du Conseil National de Résistance pour la Démocratie(CNRD) du Général André Kiassé Ngbandu, du Parti Révolutionnaire du Peuple (PRP) de Laurent-Désiré Kabila et du Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre (MRLZ) d'Anselme Masasu Nindaga¹².

¹¹ Au lendemain de l' investiture de Laurent Désiré Kabila en qualité de Président de la RDC, les anciens otages que sont Carrie Smut, Smith Hunter et Emmanuel Bergman ont adressé une lettre au Secrétaire d'État américain, Madeleine Albright. Dans cette lettre, ils interrogent comment les États-Unis ont pu installer au pouvoir Kabila un preneur d'otage ?

¹² Laurent-Désiré KABILA était un opposant historique, proche de Patrice LUMUMBA. Depuis

l'assassinat de ce dernier orchestré par Joseph-Désiré MOBUTU, il a à plusieurs reprises tenté de renverser le régime Mobutu mais en vain. Après que sa rébellion ait été matée, il devint maquisard et trafiquant d'ivoires et de l'or entre la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda. C'est de son maquis qu'il a rejoint la contestation armée de Mobutu mise en place depuis le Rwanda en 1996.

La mise en place de l'AFDL a été facilitée par les États-Unis, via le Rwanda et l'Ouganda qui lui fournissent armes, munitions et toute la logistique de transport¹³. Les jours suivants, ce conflit armé pourtant interne à la RDC, prit des dimensions internationales. L'Angola, la Namibie, le Zimbabwe ont rejoint le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi dans leur appui à l'AFDL.

Face à cette coalition, les Forces Armées du Zaïre (FAZ), loyales au Marechal Mobutu étaient soutenus par les milices May-May et les groupes armés dont le Zaïre servait de base arrière. Il s'agit en l'occurrence de Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), les Forces de l'Alliance Démocratique (ADF), l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), des milices Interahamwe et des ex-Forces Armées du Rwanda, (FAR) devenues les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (S. A. SCOTT, 2008 p.105).

Il convient de s'attarder sur le Rwanda et l'Ouganda, dont le rôle a été déterminant dans la crise congolaise. Ces deux pays ont mis en place une véritable machine de guerre en RDC. En plus de l'armement, de la logistique de transport et des équipements militaires qu'ils fournissaient à l'AFDL, à visage découvert, leurs forces armées sont entrées sur le territoire congolais tandis que l'armée burundaise sautait le verrou frontalier. Pour mieux contrôler la RDC au plan politico-militaire et économique, le Rwanda a placé aux côtés du Président Laurent Kabila ses hommes de confiance (G. Berghezan et F. Nkundabagenzi, 1998, p.13).

Il s'agit de Déogratias Bugera en qualité de Secrétaire Général de l'AFDL, Bizima Karaha comme Ministre des Affaires étrangères et James Kabarebé en qualité de chef d'État-major des forces armées congolaises pour ne citer que ces trois.

Dans un courrier adressé au Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les autorités congolaises ont signifié que leur pays est victime des incursions armées rwandaises et ougandaises au Nord-Kivu et Sud-Kivu¹⁴. Pour alerter et solliciter le soutien de la France contre l'agression de son pays, dans le courrier adressé au Président français, Jacques Chirac, le Marechal Mobutu déclarait : « Faut-il vous rappeler que je fais face à une guerre injuste. Aujourd'hui, les États-Unis et la Grande Bretagne par l'intermédiaire, du Rwanda, de l'Ouganda, de l'Afrique du Sud utilisent le chef de bande armée Laurent-Désiré Kabila pour me poignarder dans le dos profitant de ma maladie »¹⁵.

Malgré ce cri de cœur, les soutiens de L'AFDL se sont multipliés davantage. On note la prise de position de la Tanzanie, du Zimbabwe et de l'Angola pour l'AFDL. À défaut d'envoyer directement des hommes sur le terrain des hostilités, les deux premiers pays cités fournissaient les armes, les moyens financiers à l'AFDL. Quant à l'Angola, en plus des armes, des munitions, des uniformes, il mettait des hommes à la disposition de Laurent-Désiré Kabila afin d'assurer la victoire de l'AFDL.

¹³ Les troupes de l'AFDL étaient essentiellement composée des éléments de l'APR et de l'Armée de la Défense du peuple Ouganda (UPDF).

¹⁴ Lettre datée du 1^{er} décembre 1996, adressée au Président du Conseil de Sécurité par le représentant du Zaïre auprès des Nations Unies.

¹⁵ L'adresse du Président MOBUTU à ses soutiens d'hier tenu en Suisse en 1996 au début de la guerre de libération déclenchée par Laurent Désiré Kabila et ses allers

2.2.2. Les États-Unis aux côtés de l'AFDL

Durant la guerre froide, l'importance géostratégique de l'actuelle RDC au sein de l'Afrique centrale et australe n'était pas à démontrer. Malgré sa dictature, Mobutu bénéficiait de la protection du bloc capitaliste. Ce soutien se manifestait par la fourniture des armes et munitions pour lutter contre les régimes procommunistes en Angola, en Tanzanie et au Congo Brazzaville. Mais, la chute du mur de Berlin a imposé un nouvel ordre mondial. Cette nouvelle configuration du monde exigeait la redéfinition des intérêts économiques et la réévaluation de nouveaux objectifs géostratégique dans la région des grands Lacs africains. C'est dans cette logique que s'inscrit le soutien des États-Unis à l'AFDL.

Leur appui à ce mouvement armé qui servait en réalité d'écran au Rwanda et à l'Ouganda est énorme du point de vue logistique. L'AFDL bénéficiait à la fois du soutien matériel et diplomatique de Washington via le Rwanda et l'Ouganda¹⁶. Des conseillers militaires américains sont entrés sur le territoire congolais dissimulés derrière les troupes rwandaises et celles de l'AFDL. Avec ces appuis extérieurs, l'AFDL ne rencontra pas de résistance sur sa marche face aux FAZ.

Pour renforcer son armée, Mobutu a réactivé tous ses réseaux de mercenaires en vue de mettre sur pied une armée capable de donner la réplique à ce qu'il qualifiait d'agression. Malgré la mobilisation des mercenaires, la tentative du Marechal Mobutu de reprendre le contrôle du pays connaît cette fois-ci un échec total. Malgré la médiation du Président Nelson Mandela entre les deux principaux belligérants, en mai 1997, Laurent Désiré Kabila est resté intransigeant.

3. Les concessions minières, le revirement du Président Kabila et le déclenchement la seconde guerre de 1998 à 2003

3-1. Les concessions minières faites par Kabila à ses alliés

La guerre nécessite de moyens financiers colossaux. Fort conscient de cette réalité, Laurent Désiré Kabila a mis à contribution les ressources naturelles de la RDC. Les mines d'or de l'Ituri, les sites diamantifères de Kisangani, les sites d'extraction du coltan devaient passer sous le contrôle de l'Ouganda et du Rwanda en contrepartie de leur effort de guerre. Yoweri Museveni et Paul Kagamé profitèrent de cette offre pour positionner leurs hommes dans les territoires conquis par l'AFDL (M. Kabunda, 2006, p.37). Au fur et à mesure que l'AFDL progressait, ils se partageaient les territoires et se livraient au pillage de l'or, diamants, cuivre et du coltan.(M. Klen,1998, p.27).

Une véritable économie de guerre était solidement mise en place. En plus des concessions minières qui leur ont été faites par Laurent-Désiré Kabila, ils se sont accaparés des sites miniers qu'ils exploiterent à souhait. Ainsi, sans désormais attendre l'appui des États-Unis, la guerre menée par le Rwanda et l'Ouganda en RDC s'autofinçait.

Tandis que les combats se poursuivaient vers Kinshasa, Museveni et Kagamé, orientèrent les flux commerciaux des minerais du Kivu vers leurs pays respectifs (J-D Geslin, 2001, p. 22). Engagé dans la guerre, Laurent Désiré Kabila était guidé par la volonté d'obtention de la manne financière et par un sentiment revancharde à l'encontre des compagnies minières qui avaient

¹⁶ Dans son Rapport publié en 1997, Human Rights a signifié que des instructeurs des forces spéciales américaines entraînaient les troupes rwandaises au Nord-Kivu.

participé sur trois décennies, à l'enrichissement de l'oligarchie mobutiste.

À cet effet, il a procédé à l'octroi de concessions minières les plus attrayantes aux entreprises minières étrangères pour accélérer la marche de l'AFDL vers Kinshasa (B. Badie, 1999 p.132).

Déjà en avril 1996, les représentants de l'American Mineral Fields Incorporated (AMFI) avaient signé trois accords miniers : extraction de cuivre et de cobalt de Kolwezi, extraction de cobalt à Kipushi et la construction d'une usine de traitement de Zinc à Kipushi. Du fait de son soutien indéfectible à l'AFDL, cette multinationale a ensuite bénéficié du contrat de retraitement des déchets miniers de Kolwezi (M. Kabunda, 2006, p.37).

De son côté, l'American Diamond Buyers a reçu l'autorisation d'ouvrir le premier comptoir d'achat de diamant à Kisangani. Quant à la Société Tenke Fungurume Mining (TFM), elle a reçu une fabuleuse concession à Goma. L'American Mineral Fields Incorporated, a passé un contrat minier avec Kabila à coût d'un milliard de dollar (Marchés Tropicaux, 1998, p.1). Ce contrat permit à la firme canadienne de prendre une partie des activités de Gécamines¹⁷. Entre novembre et décembre 1996, la Barrick Gold Corporation a acquis la plus importante concession.

Bien qu'informée de l'imminence de la guerre, cette multinationale, deuxième leader mondial de l'or, ne

s'est pas empêchée d'investir de fonds colossaux en RDC en 1996¹⁸.

J-M Sindayigaya (1998, p.270) l'atteste en ces mots : « La Barrick Gold Corporation a investi en connaissance de cause. Ses conseillers ne sont les premiers venus. Parmi eux se trouvent Gorges Bush, ex-Président des États-Unis ». Rassurées de la chute d'un Mobutu talonné par la rébellion et affaibli par la maladie, presque toutes les multinationales minières, par mesure de précaution ont délié les contrats qu'elles avaient signés auparavant avec le régime Mobutu. (R Pourtier (2011, p.256).

Les contrats signés en pleine guerre ont officialisé à la hâte l'implantation des entreprises minières susdites sans aucun respect du code minier congolais. Ceci dit, Kabila avait d'avance remporté la guerre des minerais alors que ses troupes n'avaient pas encore pris le contrôle de la capitale.

3.2. De la mise en cause des accords au déclenchement du second conflit de la RDC en 1998

En août 1998, la rupture est consommée entre Laurent Désiré Kabila et ses alliés. Il les jugeait désormais d'encombrants. Il a choisi de se défaire de leur tutelle afin d'être indépendant dans la gestion de son pouvoir. Dans cette optique, il a commencé par le limogeage des Rwandais et Tutsi Banyamulenge des postes gouvernementaux qu'ils occupaient comme récompense. Dans sa déclaration de mai 1998, le Ministre de l'Économie de la RDC accusait les ougandais de se livrer au pillage des diamants, or bois à l'Est de la RDC¹⁹.

¹⁷ La Gécamines est la plus grande entreprise minière congolaise qui exploite les gisements de cuivre, de cobalt et du zinc du Katanga depuis l'ère coloniale.

¹⁸ Toutes les opérations militaires menées contre Mobutu étaient aussi financés par la Barrick

Gold Corporation dont la direction réunit George Bush, ex-Président des États-Unis, William Gate, ancien Directeur de la CIA et Brian Mulroney, ex-Premier Ministre canadien.

¹⁹ L'accusation du Ministre congolais de l'Économie est principalement dirigée contre

En juillet 1998, le Président Kabila limogea le chef d'état-major des Forces Armées du Congo ; le Rwandais James Kabarebé soupçonné d'avoir voulu dissimuler une arme sur lui, alors qu'il se rendait à une entrevue privée avec le Président Laurent-Désiré Kabila (O. Lanotte, 2003, p.98). Le 26 juillet 1998, le Président congolais d'alors a sommé toutes les troupes rwandaises et ougandaises de regagner leurs pays respectifs dans un bref délai (A. J. Mumbala, 2017, p.298). Par ailleurs, il a procédé à la remise en cause de tous les contrats miniers passés avec ses parrains et les entreprises minières qui ont financé la campagne de l'AFDL.

Ces mesures politico-militaires et économiques ont jeté la base de la seconde guerre de la RDC. En effet, Yoweri Museveni et Paul Kagamé ont compris qu'ils ne pouvaient plus compter sur Laurent-Désiré Kabila pour assurer le développement économique de leurs pays à travers la mise en place d'un marché commun des pays des Grands Lacs²⁰.

Ils n'étaient non plus rassurés de la sécurité de leurs frontières respectives car tous les problèmes de sécurité aux frontières du Rwanda, Burundi et de l'Ouganda sont restés sans solution. Les groupes armés dont les LRA et les ADF se sont réorganisés. Le Rwanda reprochait au Président congolais son refus de mettre de l'ordre dans l'Est de la RDC d'où, les rebelles hutu continuent de l'attaquer. L'Ouganda qui subissait toujours les attaques des ADF formulait les mêmes reproches.

Pour donner la réplique de ce qu'ils considèrent comme une haute

trahison, les deux pays ont commandité une seconde guerre impliquant des pays de divers horizons.

Le 2 août 1998, une tentative de coup d'État a été mise en œuvre par les déçus de l'AFDL et les soldats rwandais à Kinshasa. Toutefois, le putsch se solda par un échec. Le Rwanda et l'Ouganda ont fabriqué de toutes pièces un mouvement anti-kabila. Il s'agit du Rassemblement des Congolais pour la Démocratie (RCD)²¹. En novembre de la même année, une autre rébellion anti-Kabila, le Mouvement de Libération du Congo (MLC) émergea à l'Est de la RDC (H. N. Kiana, 2014, p.28). C'est la déclaration de guerre au régime Kabila. Du fait de ses implications, cette guerre est qualifiée de la première guerre mondiale africaine.

3.3. La guerre par procuration menée par le Rwanda et l'Ouganda contre la RDC

Malgré l'accord de paix signé à Pretoria en 2003 et la dissolution de certains groupes armés, les hostilités et leur cortège de violences n'ont jamais cessé en RDC. Le Rwanda et l'Ouganda ont favorisé la poursuite des opérations militaires. En effet, pour se maintenir sur le territoire congolais, la présence des FDLR, du FNL, LRA et des ADF leur donnait de solides arguments. Ils mettaient toujours les préoccupations sécuritaires en avant.

En clair, le Rwanda et l'Ouganda n'attendaient pas renoncer au pillage des ressources naturelles de la RDC. Pour garder la mainmise sur les riches provinces du Kivu, en plus du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) et du Rassemblement des

Salim SALEH, le frère du Président ougandais, Yoweri MUSEVENI.

²⁰Le Rwanda et l'Ouganda avaient l'objectif d'intégration économique afin de dynamiser leurs propres activités économiques à partir des richesses de la RDC. Dans cette intégration économique

régionale, la RDC devait servir de plaque tournante

²¹ Ce mouvement armé déguisé en parti politique était placé sous la direction de grands hommes intellectuels, ex-exilés qui avaient cru en Président Laurent-Désiré KABILA.

Congolais pour la Démocratie (RCD) qu'ils ont créés en 1998, pour faire la guerre à Laurent Désiré Kabila, désormais, ils faisaient la guerre par procuration²².

Suite au retrait officiel de leurs troupes, ils se sont déguisés derrière d'autres rebellions qui ne sont congolaises que de façade. Il s'agit du Conseil National Pour la Défense du Peuple (CNDP) et du Mouvement du 23 Mars (M23). Au-delà de ces deux grands mouvements armés leur servent de paravent, ils ont encouragé les affrontements intercommunautaires entre Lendu et Hema à Bunia et à Beni ; dans la province de l'Ituri (Global Witness, 2009, p.55).

Dans l'anarchie et le désordre instaurés, le pillage des minerais congolais s'est intensifié. Préoccupé par cette situation, le Conseil de Sécurité de l'ONU prit le 28 juillet 2003, la Résolution 1493 pour imposer aux États et aux groupes armés un embargo sur la circulation des armes en RDC. (Conseil de Sécurité, 2003, p 112).

Toutefois, les groupes armés soutenus par le Rwanda et l'Ouganda sont restés dans la dynamique de pillage conjugué aux massacres des populations dans les provinces du Kivu (K. M. Pigeon, 2014, p.90). Le CNDP, encadré par des instructeurs militaires rwandais contrôlait les zones minières sous le regard non seulement du Rwanda mais aussi des sociétés minières tirant profit de la situation de non loi. Ceci dit, le retrait des troupes rwandaises et ougandaises du territoire congolais n'était que discours politique. Les deux pays (Rwanda et l'Ouganda) continuent de faire la guerre à la RDC par groupes armés interposés pour piller ses minerais.

²² Le RCD a été disloqué en plusieurs mouvances (RCD/Goma ; RCD/Kisangani,

Conclusion

Dans le courant des années 1980 et 1990, la RDC était le pays le plus relativement stable en Afrique centrale. Mais depuis 1996, elle est devenue le théâtre des conflits armés intermittents. Ces conflits armés qui l'agitent et gênent sa croissance économique sont souvent qualifiés de conflits inter-congolais. Mais en réalité, elle est victime de la convoitise de ses ressources naturelles. Ce sont les enjeux géostratégiques et surtout économiques qui motivent la bellicosité du Rwanda, de l'Ouganda et des autres implications extérieures.

Dans cette guerre pourtant interne à la RDC, plusieurs pays africains, des puissances occidentales et asiatiques se sont invités et imposés comme de véritables acteurs avec pour objectif de tirer de gros profits des moyens qu'ils mettent à la disposition des belligérants. De tous les pays impliqués, après leur rupture avec Laurent Désiré Kabila, le Rwanda et l'Ouganda sont ceux qui ont intensifié et prolongé à souhait le conflit congolais pour piller les ressources minières.

Sources et Bibliographie

Sources imprimées

Amnesty International, juin 1995, « Rapport sur le pillage de la RDC », pp. 15-16.

Conseil de Sécurité, 2002, « Rapport final du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la République démocratique du Congo », S/200211146.

RCD/ Mouvement de Libération RCD /National.

Conseil de Sécurité, « Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo », S/2003/1027 (2003).

Global Witness, 2009, « Exploitation des ressources naturelles et droits de l'homme en République Démocratique du Congo de 1993 à 2003 », p. 55

Global Witness, 2009, « Face à un fusil que peut-on faire ? La guerre et la militarisation du secteur minier dans l'Est du Congo », p. 55

Global Witness, 2009, « Face à un fusil, que peut-on faire ? La guerre et la militarisation du secteur minier dans l'Est du Congo » p. 42.

ONU « Rapport final du groupe d'experts de sur la République Démocratique du Congo » S2010/596, novembre 2010, pp. 32-33.

Bibliographie

BADIE Bertrand, 1999, *Un monde sans souverain*, Paris, Fayard, 367p.

BRAECKMAN Colette, 1999, *les enjeux congolais, l'Afrique centrale après Mobutu*, Paris, Fayard, 405p.

BRAECKMAN Colette, 2003, *Les nouveaux prédateurs : politique des puissances en Afrique centrale*, Paris, Fayard, 309 p.

GESLIN Jean-Dominique, 2001, « Pillage, mode d'emploi » in *Jeune Afrique/ l'intelligent* N°2109, p.22.

KABUNDA Mbuyi, 2006, *La République Démocratique du Congo postcoloniale : du scandale géologique au scandale de guerre à répétition*, RD Congo, Université de Lubumbashi, 230p.

KAMBALE Mahauka Pigeon, 2014, *L'exploitation illicite des ressources naturelles d'un État étranger en cas de*

conflit : Étude sur la responsabilité des États et de leurs dirigeants, Thèse de Doctorat présentée à l'Université Louvain-la Neuve en, 514p.

KIANA Nsiabar Hervé, 2014, *Analyse et mise en évidence de la conception rwandaise des conflits à l'Est de la RDC*, Mémoire, présenté à l'Université de Liège, 132p.

KLEN Michel, 1998, « Afrique centrale et orientale, les coulisses de la guerre économique en RDC » in *Marchés Tropicaux*, N° 2449 pp. 26-27.

LANOTTE Olivier, 2003, *République Démocratique du Congo guerres sans frontières de Laurent Désiré Mobutu à Joseph Kabila*, Bruxelles, Coédition GRIP-Complexe, 29p

MUMBALA Abelungu Junior, 2017, *Le droit international humanitaire et la protection des enfants en situation de conflits armés Étude de cas de la République Démocratique du Congo*, Thèse de Doctorat, 596p.

SCOTT Stewart Andrew, 2008, *Laurent Nkounda et la rébellion du Kivu : au cœur de la guerre congolaise*, Paris, Karthala, 104p.

SINDAYIGANYA Jean Marie, 1998, *Grand Lacs : Démocratie ou Ethnocratie*, Paris, Harmattan, 317 p.

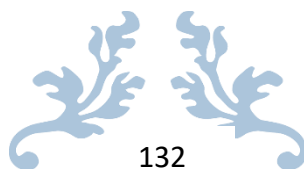
WILLAME Jean-Claude, 1997, *Banyarwanda et Banyamulenge, violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Bruxelles /Paris, Harmattan, 260 p.

WILLAME Jean-Claude, 2007, *Les faiseurs de paix au Congo, Gestion d'une crise internationale dans un État sous tutelle*, GRIP-Éditions Complexe, Bruxelles, 246p.

Numéro 013 Juin 2024
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°13 Juin 2024